



## Les États-Unis et l'Europe multiplient les provocations envers la Russie

Par [Johannes Stern](#)

Mondialisation.ca, 03 septembre 2014

[WSWS.org](#)

Région : [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Ukraine](#)

Le sommet de l'Union européenne tenu ce week-end à Bruxelles représente une sérieuse escalade de l'agression des puissances occidentales envers la Russie, ce qui augmente le risque d'une guerre totale en Europe et même d'une guerre nucléaire entre l'OTAN et la Russie.

Le président de l'Ukraine Petro Poroshenko, oligarque et dirigeant du régime de droite installé par les puissances occidentales à Kiev, a donné le ton au sommet. Il a exhorté l'UE à adopter une ligne encore plus dure contre la Russie, qui était responsable selon lui d'«agression militaire et de terreur».

«Nous sommes bien près du point de non-retour. Ce point de non-retour est la guerre totale, qui est déjà en cours dans les territoires sous la domination des séparatistes», a déclaré Poroshenko lors d'une conférence de presse.

Aux côtés du président de la Commission européenne Juan Manuel Barroso, Poroshenko a prétendu que Kiev espérait toujours une résolution politique au conflit, mais il a ensuite décrit une situation dans laquelle la guerre semblait inévitable.

«Nous sommes trop près de ce point de non-retour à partir duquel un plan de paix sera impossible», a-t-il dit, affirmant que depuis mercredi, «des centaines de chars et des milliers de soldats étrangers sont maintenant sur le territoire de l'Ukraine. Ce n'est pas seulement la paix et la stabilité de l'Ukraine qui sont grandement menacées, mais la paix et la stabilité de toute l'Europe.»

Des responsables de l'UE et des dirigeants européens ont repris les accusations et les menaces de guerre contre la Russie. Le premier ministre britannique David Cameron a qualifié la situation en Ukraine de «très grave», ajoutant que «Nous devons, avec une réelle détermination, démontrer à la Russie que si elle continue d'agir de la sorte, les relations entre l'Europe et la Russie, la Grande-Bretagne et la Russie ainsi que les États-Unis et la Russie seront radicalement transformées.»

Dalia Grybauskaitė, la présidente de la Lituanie, qui est membre de l'OTAN, a adopté un ton encore plus agressif: «Le fait est que la Russie est en état de guerre contre l'Ukraine. Cela signifie qu'elle est en état de guerre contre un pays qui souhaite intégrer l'UE. En pratique, la Russie est en état de guerre contre l'Europe», a-t-elle lancé durant le sommet.

Elle a ensuite exigé que «Nous devons appuyer l'Ukraine et envoyer du matériel militaire

pour l'aider à se défendre. Aujourd'hui, l'Ukraine mène une guerre au nom de toute l'Europe.»

Ceux qui disent que les politiciens occidentaux ne font que réagir à l'agression russe contre l'Ukraine et doivent maintenant défendre l'Europe contre la Russie mentent effrontément. Cette crise a été provoquée par les puissances impérialistes, surtout l'Allemagne et les États-Unis, qui ont organisé un coup d'État, dirigé par des forces fascistes, contre le gouvernement ukrainien prorusse du président Viktor Yanoukovitch. Maintenant, l'UE et l'OTAN collaborent étroitement avec le régime fantoche qu'ils ont mis en place pour écraser militairement les rebelles prorusses en Ukraine de l'Est afin d'encercler encore plus la Russie et éventuellement l'assujettir.

Cité par des agences de presse russes, le président de la Russie Vladimir Poutine a affirmé que les puissances de l'OTAN étaient responsables de la crise en Ukraine, les accusant d'avoir soutenu un «coup d'État» en Ukraine en février.

«Ils devaient savoir que la Russie ne peut rester les bras croisés pendant que des gens sont abattus presque à bout portant», a déclaré Poutine. Même si elles subissent maintenant les contrecoups de leur aventure politique, les puissances impérialistes continuent de profiter de la crise fabriquée par elles en Ukraine pour aviver les tensions avec la Russie.

Reprenant les commentaires de Poroshenko selon lesquels la Russie amenait le conflit ukrainien vers «le point de non-retour», Barroso a affirmé que les dirigeants de l'Europe allaient adopter de nouvelles sanctions, encore plus sévères, pour ramener Moscou «à la raison». Le président du Conseil européen, Herman Von Rompuy, a dit que les dirigeants européens s'étaient entendus pour «prendre d'autres mesures importantes» si la Russie ne reculait pas d'ici une semaine.

«Tous savent très bien que nous devons agir rapidement en raison des développements sur le terrain et de la perte tragique de vies humaines ces derniers jours», a déclaré Van Rompuy.

La chancelière allemande Angela Merkel a affirmé que d'autres sanctions étaient nécessaires, car «la situation s'est considérablement détériorée dans les derniers jours», et qu'elles seraient imposées «si cette situation perdure». Malgré ses nombreux appels téléphoniques avec Poutine, Merkel a dit qu'elle ne pouvait pas porter de «jugement final» sur ses intentions et qu'elle ne savait pas si Poutine prévoyait «annexer d'autres parties du pays». Elle a soutenu que l'Allemagne n'allait «certainement pas envoyer d'armes, car cela enverrait le message que ce conflit peut se résoudre militairement», mais que d'autres pays d'Europe pourraient adopter une position différente.

Il semblerait que les factions des gouvernements impérialistes qui avaient anticipé une réaction de la Russie aux provocations de l'Occident sont de plus en plus à la tête d'une campagne qui exige la militarisation totale de l'Europe et possiblement la guerre contre la Russie.

L'influent magazine d'actualité allemand *Der Spiegel* a publié dimanche un article intitulé «Niveau 4». Il est écrit qu'«au sein de l'OTAN, les tenants de la ligne dure se font plus nombreux» et que ceux-ci «exigent bien plus que des sanctions économiques».

Der Spiegel écrit: «La Pologne et les États baltes exigent une rupture sans équivoque avec

la Russie et leur position obtient de plus en plus d'appuis. Le Canada, qui a une population de plus d'un million de personnes d'origine ukrainienne, est maintenant de leur côté. "La diplomatie a atteint ses limites face à l'agression russe", a déclaré le ministre des Affaires étrangères du Luxembourg, Jean Asselborn. "Il faut se demander si une solution diplomatique est même possible avec Poutine." Plusieurs gouvernements d'Europe de l'Est tirent les mêmes conclusions.»

Vendredi, le *Financial Times* a rapporté que sept pays membres de l'OTAN prévoyaient la création d'une nouvelle «force de réaction rapide» d'au moins 1000 soldats pour renforcer l'OTAN. Cette force serait dirigée par la Grande-Bretagne. Le Danemark, la Lettonie, l'Estonie, la Lituanie, la Norvège et les Pays-Bas en feraient partie. Le Canada s'est aussi montré intéressé. Selon le FT, cette force pourrait intervenir dans les airs et sur mer, et comporterait des troupes capables d'intervenir rapidement au sol et pouvant mener des exercices militaires en Europe de l'Est. Cameron devrait faire l'annonce de cette force lors du sommet de l'OTAN qui se tiendra au pays de Galles plus tard cette semaine.

Dimanche, le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung*(FAS) avait à la une l'article «L'OTAN à l'est: bases militaires, dépôts d'armes et forces d'intervention» qui rapporte que l'OTAN prévoit établir cinq bases en Europe de l'Est. À chacune de ces bases, en Lettonie, Lituanie, Estonie, Roumanie et Pologne, jusqu'à 600 soldats seront déployés.

Le journal rapporte aussi que davantage de soldats seront déployés aux quartiers généraux régionaux de l'OTAN à Szczecin, en Pologne, qui sont actuellement sous la direction de l'Allemagne, de la Pologne et du Danemark. En «cas d'urgence», ils abriteront 60.000 soldats. Le FAS note que ces mesures font partie d'un «plan de préparation» qui serait discuté en détail durant le sommet. La Russie y est décrite comme une «menace à la sécurité euro-atlantique».

Depuis le début de la crise, les éléments les plus agressifs de l'OTAN, qui sont près de Washington et particulièrement des néoconservateurs au sein de l'élite dirigeante américaine, tentent de transformer l'OTAN en une alliance anti-russe et de faire en sorte que l'Europe soit constamment sur le pied de guerre contre la Russie. Ces changements se font très rapidement.

De plus, les dirigeants européens ont pris la décision lourde de conséquences de nommer Donald Tusk, le premier ministre de la Pologne, à la succession de Van Rompuy le 1<sup>er</sup> décembre. Le quotidien britannique *Guardian* l'a décrit comme «l'un des principaux faucons de l'UE sur la question du Kremlin et de la crise en Ukraine», et a soutenu que «la Pologne est à la tête de la campagne qui exige une politique anti-Poutine et pro-Ukraine plus énergique».

Johannes Stern

Article paru d'abord en anglais, WSWWS, le 1<sup>er</sup> septembre 2014

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)  
Copyright © [Johannes Stern](http://www.johannesstern.com), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2014

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)